

Présidentielles : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !

Contribution collective, première partie

Comment préparer l'élection présidentielle dans les circonstances actuelles si tragiques ? L'enjeu ne saurait se réduire à la présentation d'un.e candidat.e. L'essentiel, du fait-même de ces circonstances, réside comme jamais dans les idées à gagner, les propositions à faire avancer, en liaison avec les luttes. C'est ainsi qu'on contribuerait à construire un rassemblement populaire susceptible de changer effectivement les rapports de force contre le capital et pour une autre société. C'est pour cela qu'il faut un.e candidat.e du PCF à la présidentielle et qu'il est important que son secrétaire national se soit dit disponible pour l'être.

Nous pouvons jouer un grand rôle. Mais, pour cela, trois questions essentielles exigent d'être traitées. La première partie de cette contribution traite des deux premières questions. Une deuxième partie traitera de la troisième question et des conclusions qu'on peut tirer de l'ensemble.

Première question : suffit-il de proclamer que l'on veut « une rupture profonde » avec le capitalisme, comme l'a écrit Jean-Luc Mélenchon à Fabien Roussel, le 10 décembre, pour obtenir son ralliement pour 2022, un mois après avoir unilatéralement déclaré sa candidature aux médias ?

Et l'enjeu pour 2022 est-il de s'en remettre à un « sauveur suprême », parce qu'il proclame une telle intention ? N'est-ce pas François Mitterrand, modèle de Jean-Luc Mélenchon, qui déclarait en 1971 : « *celui qui n'accepte pas la rupture avec la société capitaliste, celui-là ne peut être membre du Parti socialiste* » ? Ceci, tout en projetant d'affaiblir le PCF dans une étreinte mortelle. Et une fois au pouvoir, il renonçait totalement à changer la vie et l'économie sous la double pression des marchés financiers et de l'échec de sa politique économique centrée sur la relance

de la demande, sans affronter l'enjeu majeur de la gestion des entreprises, d'une autre production, de nouveaux pouvoirs des travailleurs.ses, ni celui de la réorientation de la construction européenne.

Le même, avec « *le tournant dans la rigueur* » en 1983, puis tous les Présidents suivants ont mené finalement le même type de politique, au service de la domination du grand capital. Tous se sont posés en interlocuteur ultime du peuple, allant jusqu'à professer, au nom d'une « union sacrée », le dépassement du clivage gauche-droite et même celui des partis. Tous ont accru, au nom de la lutte contre le chômage et l'exclusion, le rationnement des services publics, la baisse du « coût du travail ». Tous ont œuvré à accentuer les divisions salariales, ethniques, de genre et de génération, terreau du vote d'extrême droite qui a commencé de prendre son envol avec Mitterrand.

Alors, n'a-t-on pas suffisamment donné ?

La question de l'heure, c'est de rassembler pour s'attaquer vraiment à la logique du capital qui conduit à la barbarie, en lui opposant une autre logique, à faire avancer en pratique dans les luttes sociales et politiques.

La politique, précisément, est aujourd'hui écrasée par l'économie capitaliste financiarisée et mondialisée, l'obsession de rentabilité qu'elle répand comme des métastases dans tous les domaines de la vie. Il faut libérer la politique de cette emprise mortifère, ce qui ne pourra pas se faire sans métamorphose de l'économie. Aujourd'hui beaucoup plus qu'hier, car utiliser l'argent pour faire plus d'argent, règle existentielle du capitalisme, est devenu comme jamais dans l'histoire de l'humanité « l'alpha et l'oméga » de la production et de la répartition des richesses, jusqu'à détruire le système même du vivant.

Mais cette œuvre de libération ne peut être conduite du seul sommet des Etats précipités, depuis les années 1980, dans les filets des marchés financiers. Face à leur puissance déchainée, c'est la force d'un très large rassemblement populaire, pour des changements radicaux, effectifs et cohérents, de toutes les règles du système qu'il faut opposer. Il s'agit donc d'armer les travailleurs, les citoyens pour intervenir à tous les

niveaux de transformation, avec des idées précises, conséquentes, faisant le poids, et non des propos vagues, des mesures sectorielles éparses ou des promesses démagogiques.

Cela exige de faire prévaloir de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale dans les entreprises, pour un nouveau type d'industrialisation et de tertiarisation du pays, socialement et écologiquement responsables. Cela exige d'engager sans attendre la construction d'un système de sécurité d'emploi, de formation et de revenu pour chacun.e, consolidant et promouvant la Sécu, capable d'entraîner toute la société vers une éradication du chômage et de la précarité. Cela exige un progrès massif des services et entreprises publiques ~~publiques~~, contre les rationnements de dépenses et les privatisations, un bond dans le partage des savoirs, l'accès sans aucune exclusion à tous les biens communs. Cela exige des pouvoirs décisionnels des salariés et des citoyens sur l'utilisation de l'argent des sociétés, celui des banques jusqu'à la BCE, celui de l'Etat et des collectivités pour qu'elle réponde à leurs besoins de développement si contrariés. Cela exige de nouvelles institutions pour une démocratie sociale d'intervention populaire et d'émancipation des dominations, de nouveaux rapports de la France à l'Europe et une tout autre mondialisation. Cela exige de travailler à une unification du salariat sur ces objectifs.

Deuxième question : Est-ce que, pour l'heure, nous menons avec l'ampleur, la détermination et la précision nécessaires la bataille des idées sur ces enjeux ?

Certes, le contexte de la pandémie rend les choses difficiles. Mais travaillons-nous à rendre suffisamment visibles nos idées originales, celles qui nous permettent de nous distinguer ? Car nous ne partons pas d'une page blanche. Nous disposons, avec les propositions de notre dernier congrès, d'une base substantielle novatrice. N'est-il pas grand temps de s'en emparer et d'en faire la pédagogie politique ?

Les élections régionales devraient nous encourager à nous les approprier en commençant à les populariser en toute autonomie, dans une saine émulation d'enrichissement mutuel sur les contenus avec nos

partenaires, pour que puisse se réaliser, au second tour, une union combative et responsable de toute la gauche, sans exclusive, afin de battre la droite en juin prochain. Du même coup, nous créerions, sans attendre, « *les conditions d'une candidature communiste* » pour 2022, comme nous l'avons décidé à notre dernier congrès.

Il faut rompre, en effet, avec cette intériorisation de notre affaiblissement qui fait que nous abordons chaque élection comme l'ultime échéance et que, par crainte d'y avoir tout à perdre, nous refoulons sans cesse nos propositions originales pour, finalement, nous rallier à un plus petit dénominateur commun ou à une surenchère démagogique. Ne voit-on pas qu'ainsi nous contribuons, malgré nous, à faire perdre de son utilité au vote communiste lui-même ? Et cela participe à discréditer toute la gauche qui périclite et s'éparpille, faute d'une force qui en son sein porte haut, branché sur les luttes, un projet suffisamment radical et réaliste pour crédibiliser une alternative possible.

Dès lors, suggérer, comme le font certains dirigeants, que la grande question pour 2022 est celle de la « *construction d'une majorité politique* », ne reviendrait-il pas à sauter le principal : l'exigence d'une avancée, à réaliser, des idées de notre dernier congrès ?

Or, elle est incontournable pour renforcer l'utilité du vote communiste, sans le poids duquel aucune majorité crédible n'arrivera à se constituer à gauche pour briser le duo Macron-Le Pen et empêcher la droite de se refaire une santé. Elle est indispensable pour armer les luttes de résistance contre les forces du capital et leur ouvrir un horizon avant et, plus encore, après 2022, quels que soient les résultats.

Signataires : Boccara Frédéric (94), Cailloux Gisèle (92), Cailloux Jean-Louis (92), Chambon Jean (69), Dimicoli Yves (75), Durand Denis (75) , Durand Jean-Marc (26), Goulmot Cédric (92), Huttel Paul (83), Joly Pascal (94), Lafaurie Anne (94), Marchand Nicolas (94), Ternant Evelyne (25).